

France renouvelables

Proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Date de la contribution : 30/09/2024

Introduction d'une régulation prudentielle de l'activité de fourniture d'électricité et de gaz naturel

Question 1 : Êtes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

France Renouvelables est favorable à la mise en place d'un cadre prudentiel. Mais ces futures règles prudentielles et les principes sous-jacents ne doivent pas avoir pour seul but de minimiser le risque de défaillance des fournisseurs d'électricité. L'objectif poursuivi doit être avant tout de mieux protéger les consommateurs de la volatilité des prix de marché (spot mais aussi à terme). Il convient donc de réduire de manière plus globale l'exposition des fournisseurs aux marchés de gros spot et à terme.

Définition de l'obligation de couverture des fournisseurs

Question 2 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 3 : Êtes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Favorable

Commentaire :

La proposition faite par France Renouvelables de réduire progressivement l'exposition des offres de fourniture aux marchés de gros (spot et à terme) doit idéalement être généralisée à tous les fournisseurs. Chaque fournisseur devrait avoir *a minima* une offre de fourniture comportant une part d'approvisionnement à long-terme, et croissante dans le temps.

Question 4 : Êtes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 5 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Question 6 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France renouvelables

La représentation faite par la CRE de méthodologie de couverture des engagements contractuels par des seuls produits de marchés (CAL et Q) à horizon 3 ans illustre la problématique de fond soulevée par France Renouvelables.

Au-delà de ce constat, France Renouvelables n'a pas d'objection sur la périodicité des contrôles.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Favorable

Commentaire :

Cette proposition de la CRE pourrait intégrer, dans les taux de couvertures cibles, une part minimale d'approvisionnement à long-terme et prix fixe, non exposée aux prix de marché, et évolutive à la hausse au cours du temps.

Question 8 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Renouvelables n'a pas de commentaire.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicite ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Renouvelables n'a pas d'objection.

Question 10 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Favorable

Commentaire :

France Renouvelables recommande que les niveaux d'obligations ne soient pas défavorables / désincitatifs aux moyens de couverture de long terme (actifs en propres et PPA) par rapport aux moyens de couverture court-terme sur le marché de gros de l'électricité (exposés aux fluctuations de prix et ne rémunérant pas les installations de production de manière adéquate).

Question 11 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Favorable

Commentaire :

France Renouvelables recommande que les taux d'abattement qui seront appliqués ne soient pas défavorables / désincitatifs aux moyens de couverture de long terme.

France renouvelables

Question 12 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

France Renouvelables propose que le cadre prudentiel à mettre en place contraigne les fournisseurs d'électricité à réduire progressivement leur exposition (et par extension celle de leurs clients, industriels comme particuliers) aux marchés de gros, spot et à terme.

En effet, si les marchés à terme permettent de sécuriser des volumes à prix fixes, ce n'est qu'à un horizon de temps restreint (environ 3 ans). Cet horizon n'a pas permis de protéger les consommateurs, industriels comme particuliers, des fortes hausses de prix lorsqu'ils ont eu à renouveler leurs contrats de fournitures en 2021-2022.

Pour le secteur de l'électricité, France Renouvelables souhaite donc que les fournisseurs accroissent leur recours à des moyens d'approvisionnement de long-terme : développement d'installations de production en propre, contractualisation de PPA (dits « Utility PPA ») sur de nouveaux actifs, etc. Ces moyens d'approvisionnement permettront :

- d'apporter une meilleure visibilité à long-terme sur les coûts d'approvisionnement ;
- de stabiliser les coûts d'approvisionnement à court terme en réduisant l'exposition des consommateurs à la volatilité des prix de marché de gros ;
- d'apporter les conditions de financement et d'investissement dans de nouveaux moyens de production d'électricité, en rémunérant les coûts complets ;
- de réduire les volumes de production sujets à mécanismes de soutien dont la production est vendue sur le marché spot, dont les prix sont par essence volatils.

Evaluation des capacités financières des fournisseurs

Question 13 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

France Renouvelables n'a pas de commentaire.

Question 14 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Renouvelables n'a pas de commentaire.

Suivi de la politique de gestion des risques et de la gouvernance

Question 15 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France Renouvelables n'a pas de commentaire.

Question 16 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

France renouvelables

France Renouvelables n'a pas de commentaire.

Liste des pièces jointes à la contribution :

CRE règles prudentielles - contributions France renouvelables.pdf